

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/30

G/SCM/W/37

12 juillet 1995

(95-1960)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Le Bureau des affaires économiques et commerciales de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 juillet.

Les autorités de Hong Kong m'ont chargé de vous faire parvenir les questions et observations concernant les lois et réglementations des Etats-Unis en matière de mesures antidumping et de mesures compensatoires en vue de la réunion extraordinaire conjointe du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires qui doit se tenir dans la semaine du 17 juillet, afin qu'elles soient distribuées à tous les Membres.

**(Titre VII de la Loi douanière de 1930 telle qu'elle a été amendée,
sauf indication contraire)**

Article 732 - Procédures d'ouverture d'une enquête en matière de droits antidumping

1. Article 732 c) 1) A) i) - Détermination concernant la requête

L'article 5.3 de l'Accord antidumping prévoit que les autorités **examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve** fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des **éléments de preuve suffisants** pour justifier l'ouverture d'une enquête.

L'article 732 c) 1) A) i) (page 32 du document G/ADP/N/1/USA/1-G/SCM/N/1/USA/1) prescrit simplement aux autorités des Etats-Unis d'examiner, **à partir des sources qui lui sont aisément accessibles**, l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve. Il leur prescrit en outre simplement de déterminer "si la requête allègue les éléments nécessaires à l'imposition d'un droit [antidumping] et renferme les renseignements dont le requérant devait **raisonnablement pouvoir disposer** à l'appui de ses allégations" (non en caractères gras dans le texte).

Observations: Le membre de phrase "à partir des sources qui sont aisément accessibles [à l'autorité administrante]" risque d'atténuer l'obligation qui incombe aux Etats-Unis en vertu de l'article 5.3 de l'Accord antidumping. Autre sujet de préoccupation, la loi prescrit uniquement de déterminer "si la requête allègue les éléments nécessaires à l'imposition

d'un droit [antidumping] et renferme les renseignements dont le requérant devait raisonnablement pouvoir disposer à l'appui de ses allégations", prescription beaucoup plus souple que celle de l'article 5.3 de l'Accord antidumping qui prescrit de "déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête".

Question: S'il n'existe pas de source aisément accessible, quelles autres sources l'autorité administrante des Etats-Unis pourra-t-elle examiner? Se contentera-t-elle de la parole du requérant? Pourquoi la législation des Etats-Unis contient-elle une prescription beaucoup plus souple que l'article 5.3?

2. Article 732 c) 4) A) - Détermination du soutien de la branche de production

En vertu de l'article 5.4 de l'Accord antidumping, la demande doit être soutenue par les **producteurs nationaux** exprimant leur soutien ou leur opposition à la demande. Le renvoi 14 prévoit que les employés des producteurs nationaux ou les représentants de ces employés peuvent présenter ou soutenir une demande d'ouverture d'enquête.

Dans la définition des critères quantitatifs sur lesquels est fondée la détermination du soutien de la branche de production, à l'article 732 c) 4) A) (pages 32-33) il est fait référence aux "producteurs ou travailleurs nationaux".

Observation: Pour la détermination du soutien de la branche de production les points de vue des travailleurs seront également pris en compte. Des précisions sont nécessaires. Il existe un risque de double prise en compte.

Questions:

1. Le terme "travailleurs" désigne-t-il uniquement les syndicats ou les syndicats et les employés à titre individuel?
2. Si les syndicats et les travailleurs à titre individuel peuvent exprimer leur soutien ou leur opposition à une requête, que fera l'administration pour éviter une double prise en compte dans le cas où un employé et le syndicat qui le représente soumettront des communications?
3. Plus précisément, que se passera-t-il si les producteurs font opposition à une requête et que les syndicats ou les employés à titre individuel la soutiennent?
4. Que se passera-t-il si le producteur et un ou des employés à titre individuel et un ou des syndicats d'une même entité ont des points de vue divergents?
5. Si un producteur et ses employés présentent une communication à l'appui d'une requête, la production de l'entité correspondante sera-t-elle comptée deux fois lorsqu'il s'agira d'examiner si le seuil de 25 pour cent de la production totale fixé à l'article 732 c) 4) A) i) est atteint? [Si oui, il y aura double prise en compte. Dans des cas extrêmes, une requête pourrait être agréée même en étant simplement appuyée par des entités représentant moins de 13 pour cent de la production totale du produit national similaire.]

3. Article 732 c) 4) B) i) - Producteurs liés aux producteurs étrangers

L'article 4.1 de l'Accord antidumping donne une définition de l'expression "production nationale" et prévoit une exception pour les cas où des producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs

ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, auquel cas l'expression "branche de production nationale" peut être interprétée comme désignant le reste des producteurs. Il ne précise pas si les producteurs "liés" doivent appuyer la requête ou y faire opposition.

Or, selon l'article 732 c) 4) B) i) (page 33) l'autorité administrante ne tient pas compte de la position des producteurs nationaux **qui expriment leur opposition à la requête**.

Observation: Cette disposition est contraire à l'Accord antidumping. Il n'est pas équitable en outre que seuls les producteurs nationaux "liés" qui expriment leur opposition à la requête soient exclus. Cette formule élèvera artificiellement la part des producteurs nationaux soutenant la requête.

Question: Pourquoi les Etats-Unis écartent-ils uniquement la position des producteurs nationaux qui ont un lien avec les producteurs étrangers qui expriment leur opposition à la requête? Qu'en sera-t-il de ceux qui la soutiennent? Seront-ils eux aussi exclus lorsqu'il s'agira de déterminer le soutien de la branche de production? Sinon, pourquoi?

4. Article 732 c) 4) D) i) - Détermination du soutien de la branche de production: sondages

L'article 732 c) 4) D) i) (page 33) prévoit que si la requête n'établit pas le soutien des producteurs ou travailleurs nationaux représentant plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire d'origine nationale, l'autorité administrante sonde l'opinion de la branche de production ou **s'appuie sur d'autres renseignements** en vue de déterminer s'il existe un soutien suffisant en faveur de la requête.

Observation: Le sens de l'expression "ou s'appuie sur d'autres renseignements" n'est pas clair.

Question: Les Etats-Unis pourraient-ils donner des précisions sur les conditions dans lesquelles cette disposition peut être invoquée? Quels "autres renseignements" l'administration a-t-elle à l'esprit?

5. Article 732 c) 4) D) ii) - Echantillonnage

Le renvoi 13 de l'article 5.4 de l'Accord antidumping prévoit que, dans le cas de **branches de production fragmentées comportant un nombre exceptionnellement élevé de producteurs**, les autorités du pays d'importation pourront déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique.

Or, l'article 732 c) 4) D) ii) (page 33) autorise l'utilisation de techniques d'échantillonnage valables pour sonder l'opinion de la branche de production **dans le cas où la branche de production comprend un grand nombre de producteurs**.

Observation: C'est là une prescription atténuée par rapport à celle que contient le renvoi 13 de l'article 5.4 de l'Accord antidumping, qui n'autorise le recours à des techniques d'échantillonnage que lorsque les branches de production nationale satisfont à deux conditions, à savoir être fragmentées et comporter un nombre exceptionnellement élevé de producteurs. Les autorités risquent d'être incitées davantage à recourir aux techniques d'échantillonnage, qui ne sont censées être utilisées qu'à titre exceptionnel, pour déterminer le soutien de la branche de production.

Question: Pourquoi les Etats-Unis ont-ils adopté un critère moins strict quant à l'utilisation de techniques d'échantillonnage?

6. Article 732 c) 4) E) - Observations des parties intéressées

L'Accord antidumping ne dit pas que la détermination touchant le soutien de la branche de production ne peut pas être reconsidérée après que l'autorité administrante s'est prononcée sur l'ouverture d'une enquête. Or, l'article 732 c) 4) E) (page 33) contient une disposition en ce sens.

Observation: Il faudrait ici davantage de souplesse. Il pourrait arriver que l'on puisse démontrer que les autorités ont, à tort, agréé la requête et ouvert l'enquête, surtout si la détermination concernant le soutien de l'industrie est fondée sur "d'autres renseignements".

Question: Quelles sont les raisons qui permettent de justifier que la reconsidération de la détermination concernant le soutien de l'industrie soit exclue?

Article 733 - Déterminations préliminaires

7. Article 733 a) (et 735 b)) - Détermination de l'existence d'un dommage

En vertu de l'article 3.5 de l'Accord antidumping, il doit être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets d'un dumping, un dommage à la branche de production nationale.

Les articles 733 a) 1) et 735 b) 1) prévoient que les autorités déterminent s'il y a dommage, etc., **du fait d'importations.**

Observation: Toute détermination de l'existence d'un dommage du fait d'importations qui ne font pas l'objet d'un dumping est contraire à l'Accord antidumping.

Question: Sur quoi les Etats-Unis se fondent-ils pour renoncer à exiger qu'une détermination établisse que les importations faisant l'objet d'un dumping causent (ou menacent de causer) un dommage par les effets d'un dumping? La législation des Etats-Unis n'omet-elle pas de mettre l'accent sur le calcul des marges, contrairement aux règles de l'OMC?

8. Article 733 b) 3) - Marges de dumping *de minimis*

L'article 5.8 de l'Accord antidumping précise que la marge de dumping est considérée comme *de minimis* si, **exprimée en pourcentage du prix à l'exportation, elle est inférieure à 2 pour cent.**

Or, selon l'article 733 b) 3) (page 36) une marge moyenne pondérée de dumping est *de minimis* si elle est **inférieure à 2 pour cent ad valorem au taux spécifique équivalent** pour la marchandise visée.

Observation: Cette disposition diffère de la définition contenue à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et peut ne pas être compatible avec cette définition (selon l'ampleur du "taux spécifique").

Question: Le taux de 2 pour cent ad valorem est-il équivalent au taux de 2 pour cent du prix d'exportation contenu dans l'Accord antidumping? Pourquoi les Etats-Unis prévoient-ils un autre critère, qui n'est pas prévu dans ledit accord, pour déterminer les marges *de minimis*? Les Etats-Unis pourraient-ils indiquer dans quelles conditions les autorités

appliqueront un taux spécifique à une marchandise et selon quelle méthode on décide de l'ampleur du taux? Les Etats-Unis peuvent-ils confirmer qu'on considérera qu'une marge de dumping est *de minimis* si elle est inférieure à 2 pour cent du prix à l'exportation, quel que soit le taux spécifique?

Article 735 - Déterminations finales

9. Article 735 c) 5) A) - Méthode de détermination du taux résiduel global estimé

Selon l'article 9.4 de l'Accord antidumping, pour la détermination du taux d'un droit antidumping à appliquer aux exportateurs ou aux producteurs qui n'auraient pas été inclus au départ dans l'échantillonnage aux fins de l'enquête, les autorités du pays importateur ne tiendront pas compte **des marges nulles ou de minimis ni des marges établies dans les circonstances indiquées au paragraphe 8 de l'article 6.**

Or, l'article 735 c) 5) A) (page 48) prévoit que la détermination du taux résiduel global estimé est fondée sur la moyenne pondérée des marges de dumping estimées établies, à l'exclusion de toutes marges nulles ou *de minimis* et "de toutes marges **entièrement** déterminées par application de l'article 776" (soit des déterminations fondées sur les données de fait disponibles).

Observation: Le mot "entièrement" dans ce contexte semble indiquer qu'il pourrait y avoir des cas où les marges sont déterminées "en partie" sur la base des meilleurs renseignements disponibles et pourraient être prises en compte pour déterminer le taux résiduel global estimé. L'article 9.4 de l'Accord antidumping exclut la prise en compte de marges établies sur la base des meilleurs renseignements disponibles, et pas seulement de marges établies entièrement sur la base des meilleurs renseignements disponibles.

Question: Les Etats-Unis pourraient-ils donner des précisions sur les conséquences de l'emploi du terme "entièrement"? Quelles sont les raisons qui permettent de justifier que la détermination du taux résiduel global estimé soit fondée sur une formule qui n'est pas prévue dans l'Accord antidumping?

10. Article 735 c) 5) B) - Méthode de détermination du taux résiduel global estimé

L'article 735 c) 5) B) (page 49) prévoit que si les marges moyennes pondérées de dumping estimées établies pour **tous** les exportateurs et producteurs soumis individuellement à l'enquête sont nulles ou *de minimis*, ou sont entièrement déterminées par application de l'article 776, les Etats-Unis peuvent recourir à **toute méthode raisonnable** pour établir le taux résiduel estimé applicable aux exportateurs et producteurs qui n'ont pas été soumis individuellement à l'enquête. L'Accord antidumping ne contient aucune disposition en ce sens.

Observation: Il est difficile de savoir si l'article 735 c) 5) B) est applicable lorsque les marges établies pour tous les exportateurs et producteurs soumis individuellement à l'enquête sont nulles ou *de minimis*. En pareil cas, il serait logique de considérer qu'il n'y a pas de preuve de dumping et qu'il n'est pas nécessaire de déterminer le taux résiduel global estimé, c'est-à-dire qu'il faudrait clore l'affaire. Pour les autres cas où les marges sont nulles ou *de minimis* et fondées sur les meilleurs renseignements disponibles (ou uniquement sur les meilleurs renseignements disponibles), l'Accord antidumping ne contient aucune disposition visant à déterminer la marge de dumping en recourant à "toute méthode raisonnable" comme le veut l'article 735 c) 5) B).

Question: Les Etats-Unis peuvent-ils confirmer que l'article 735 c) 5) B) ne sera pas applicable dans les cas où les marges établies pour tous les exportateurs ou producteurs soumis individuellement à l'enquête seront nulles ou *de minimis*? Pour les autres cas où les marges seront nulles ou *de minimis* et fondées sur les meilleurs renseignements disponibles (ou uniquement sur les meilleurs renseignements disponibles), quelles sont les raisons qui permettent de justifier que la détermination du taux résiduel global estimé soit fondée sur une méthode qui n'est pas prévue dans l' Accord antidumping? Comment les Etats-Unis feront-ils en sorte que cette détermination soit conforme à leurs obligations en vertu dudit accord?

Article 751 - Réexamen administratif des déterminations

11. Article 751 a) - Réexamen périodique

En vertu de l'article 18.3 de l' Accord antidumping, les dispositions dudit accord s'appliqueront aux enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes. Cela recouvre l'utilisation de la marge de dumping *de minimis* de 2 pour cent en tant qu'indicateur de la possibilité de mettre fin à une enquête antidumping.

Contrairement aux autres dispositions concernant les déterminations préliminaires et finales (articles 733 et 735), l'article 751 a) (page 57) ne précise pas si la marge de dumping *de minimis* s'appliquera dans le cadre des réexamens périodiques des droits antidumping.

Observation: Il est capital que les Etats-Unis précisent ce point afin d'éviter le risque d'un recours abusif à des réexamens.

Question: Les Etats-Unis peuvent-ils préciser si les dispositions concernant les déterminations préliminaires et finales énoncées aux articles 733 et 735, comme celle qui a trait à la marge de dumping *de minimis* de 2 pour cent, sont applicables aux réexamens périodiques des droits antidumping, et sinon pourquoi?

12. Article 751 b) 3) - Réexamen fondé sur un changement de circonstances: charge de la démonstration convaincante

L'article 11.2 prévoit qu'il peut être procédé à un réexamen à la demande de toute partie intéressée qui en justifierait la nécessité par des données positives.

L'article 751 b) 3) (page 60) prévoit que c'est à la partie intéressée qu'incombe la charge de convaincre de l'existence d'un changement de circonstances suffisant pour justifier l'abrogation ou l'annulation de droits antidumping.

Observation: L' Accord antidumping n'impose pas à la partie intéressée la charge de la démonstration convaincante, qui est énorme et déraisonnable.

Question: Quelles sont les raisons qui justifient l'imposition d'une telle obligation à la partie intéressée?

13. Article 751 c) 2) - Réexamen à terme de cinq ans

L'article 751 c) 2) B) (page 60) prévoit que les parties intéressées doivent présenter une déclaration concernant les effets probables de l'abrogation ou de l'annulation des droits antidumping.

Observation: Cette déclaration ne devrait pas être nécessaire tant que la branche de production nationale ne demande pas un réexamen et que les autorités du pays importateur ne se prononcent pas sur l'ouverture d'une enquête.

Question: Pourquoi les Etats-Unis exigent-ils cette déclaration, même en l'absence de demande de réexamen?

Article 752 - Règles particulières applicables aux réexamens prévus à l'article 751 b) et 751 c)

14. **Article 752 a) 1) - Détermination de la probabilité de la persistance ou de la réapparition d'un dommage important**

L'article 3.5 de l'Accord antidumping prévoit que le dommage doit être causé par les importations **faisant l'objet d'un dumping**.

Selon l'article 752 a) 1), dans le cadre des réexamens, la Commission doit examiner, entre autres facteurs, "l'incidence des importations". Les considérations relatives au volume (article 752 a) 2), page 65), aux prix (article 752 a) 3), page 66), à la branche de production (article 752 a) 4), page 66), et au cumul (article 752 a) 7), page 67) renvoient elles aussi simplement aux "importations".

Observation: La Commission ne devrait pas prendre en compte l'incidence des importations qui ne font pas l'objet d'un dumping dans le cadre des réexamens.

Question: La Commission sera-t-elle autorisée à prendre en compte l'incidence des importations qui ne font pas l'objet d'un dumping dans le cadre des réexamens?

15. **Article 752 c) 3) - Détermination de la probabilité de la persistance ou de la réapparition d'un dumping**

Le Département du commerce communique à la Commission la marge de dumping applicable pour déterminer la probabilité de la persistance ou de la réapparition d'un dumping; il est en droit de choisir la marge qui a été déterminée au cours de l'enquête initiale (article 752 c) 3), page 68).

Observation: Il est tout à fait logique d'utiliser la marge déterminée au cours du dernier réexamen.

Question: Pourquoi le Département du commerce peut-il choisir la marge de dumping de l'enquête initiale et dans quelles circonstances le fera-t-il?

16. **Article 752 c) 4) A) - Traitement des marges nulles ou *de minimis* au cours des réexamens**

L'article 18.3 de l'Accord antidumping prévoit que les dispositions de l'Accord **s'appliqueront aux enquêtes et aux réexamens**. L'article 752 c) 4) A) (page 69) signifie littéralement que la marge de dumping et *de minimis* de 2 pour cent n'est pas applicable aux réexamens fondés sur le changement de circonstances ou aux réexamens à terme de cinq ans.

Observation: Il y a là violation des dispositions de l'article 18.3 de l'Accord antidumping.

Question: Quelles raisons permettent de justifier cette violation?

17. Article 752 c) 4) B) - Application des critères *de minimis* au cours des réexamens

L'Accord antidumping ne prévoit pas expressément un critère *de minimis* pour les réexamens. Selon l'article 18.3, la marge *de minimis* définie à l'article 5.8 devrait s'appliquer également aux réexamens.

L'article 752 c) 4) B) (page 69) stipule: "Aux fins du présent paragraphe [détermination de la probabilité de la persistance ou de la réapparition d'un dumping], l'autorité administrante applique les critères *de minimis* applicables aux réexamens ...".

Observation: Il est nécessaire que les Etats-Unis précisent quels sont les "critères" applicables aux réexamens afin d'être assuré que ces critères *de minimis* ne sont pas supérieurs à la marge de 2 pour cent.

Question: Quels sont les critères *de minimis* applicables aux réexamens? Comment sont-ils élaborés et appliqués?

Article 771 - Définitions, règles particulières

18. Article 771 7) - Dommage important

L'article 3.5 de l'Accord antidumping précise qu'il doit être démontré que les importations **faisant l'objet d'un dumping** causent, par les effets du dumping, un dommage à la branche de production nationale. L'article 3.7 du même accord prévoit également, quant à lui, que la détermination concluant à une menace de dommage important ne pourra être fondée que sur le fait que d'autres exportations faisant l'objet d'un dumping sont imminentes et qu'un dommage important se produirait à moins que des mesures de protection ne soient prises.

Or, dans l'article 771 7) (pages 84-89), toutes les considérations se rapportant au dommage important contenues à la section B) [volume et incidence], C) [évaluation des facteurs pertinents] et F) [menace de dommage important] renvoient aux "importations" et non aux importations "faisant l'objet d'un dumping".

Observation: La détermination de l'existence d'un dommage important ne doit pas être fondée sur les importations "qui ne font pas l'objet d'un dumping" étant donné la prescription concernant le lien de causalité prévu à l'article 3.5 et à l'article 3.7 le cas échéant.

Question: Les autorités des Etats-Unis seront-elles autorisées à prendre en compte les importations "qui ne font pas l'objet d'un dumping" pour déterminer l'existence du dommage?

19. Article 771 7) B) ii) - Dommage causé par d'autres facteurs

Selon l'article 3.5 de l'Accord antidumping, il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, un dommage à la branche de production nationale. En outre, les dommages causés par d'autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping.

La Loi des Etats-Unis prévoit seulement, à l'article 771 7) B) ii) (page 84), que la Commission peut prendre en considération les autres facteurs économiques qui sont pertinents pour la détermination de l'existence d'un dommage important du fait de ces importations. Il n'y est pas question d'interdire d'imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping le dommage causé par des facteurs autres que

ces importations. En vertu des articles 701 a) (page 5), 705 b) (page 23), 733 a) (page 34) et 735 b) (page 46), la Commission du commerce international doit déterminer si une branche de production aux Etats-Unis "subit un dommage important ... du fait d'importations".

Observation: L'URAA n'a apporté à cet égard aucun changement à la loi des Etats-Unis. L'absence de dispositions juridiques explicites ayant pour effet d'exclure la possibilité d'imputer aux importations faisant l'objet d'un dumping les dommages causés par d'autres facteurs risque de ne pas favoriser une application fidèle de l'Accord antidumping.

Question: Pourquoi les Etats-Unis n'ont-ils pas prévu de dispositions juridiques pour donner effet à la prescription contenue à l'article 3.5 selon laquelle les dommages causés par des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping ne doivent pas être imputés à ces importations? En l'absence de dispositions juridiques expresses, comment les Etats-Unis veilleront-ils à ce que les autorités nationales s'abstiennent d'imputer au dumping les dommages causés par d'autres facteurs, comme le veut l'article 3.5?

20. Article 771 7) C) iv) - Production captive

La branche de production nationale est définie à l'article 4 de l'Accord antidumping comme "**l'ensemble** des producteurs nationaux des produits similaires" (non en caractères gras dans le texte). Cet article n'autorise pas de distinction entre les producteurs du produit similaire considéré destiné à une consommation captive et les producteurs du produit similaire destiné au marché de gros.

Or, l'article 771 7) C) iv) (page 86) prévoit une telle distinction et, dans certaines conditions, la Commission s'attache avant tout au marché de gros du produit similaire d'origine nationale pour déterminer la part de marché et les facteurs influant sur les résultats financiers.

Observation: Définir la production de façon à exclure la production captive n'est pas conforme aux définitions de la "branche de production nationale" et accroît de manière injustifiée les possibilités de détermination concluant à l'existence d'un dommage.

Question: Quelles sont les raisons qui permettent de justifier cette violation?

21. Article 771 7) F) - Menace de dommage important

L'article 3.7 iii) de l'Accord antidumping prévoit que les autorités devraient examiner les importations entrant à des prix qui "**auront**" pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix. L'article 771 F) i) IV) (page 87) contient l'expression "**auront probablement**".

Observation: Cette adjonction suppose un examen moins contraignant.

Question: Les Etats-Unis peuvent-ils expliquer pourquoi ils ont utilisé la phrase "auront probablement" qui ne figure pas dans l'Accord antidumping?

22. Article 771 7) G) et H - Evaluation cumulative lorsque dumping et subventions coïncident

L'article 3.3 de l'Accord antidumping autorise, dans certaines conditions, une évaluation cumulative des importations pour la détermination de l'existence d'un dommage, dans les seuls cas où **ces importations font simultanément l'objet d'enquêtes antidumping**.

Or, l'article 771 7) G) et H) (pages 88-89) autorise l'évaluation cumulative du volume et des effets dans le cadre d'enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs si des requêtes ont été déposées ou des enquêtes ouvertes le même jour. Aucune disposition de cet ordre ne figure dans l'Accord antidumping ou dans l'Accord sur les subventions.

Observation: Il y a là violation de l'Accord antidumping. Même si les enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs sont analogues de par leur nature, il n'en reste pas moins qu'il est injuste pour les exportateurs et les producteurs de procéder à une évaluation cumulative des dommages causés par les deux phénomènes.

Question: Pourquoi les Etats-Unis autorisent-ils l'évaluation cumulative du volume et des effets d'importations relevant d'enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, qui viole l'article 3.3 de l'Accord antidumping?

23. Article 771 24) A) - Importations négligeables

L'article 5.8 de l'Accord antidumping dispose que "le volume des importations faisant l'objet d'un dumping sera **normalement** considéré comme négligeable s'il est constaté que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ... représente moins de 3 pour cent ..." (non en caractères gras dans le texte).

L'article 771 24) A) (pages 94-95) dispose que "les importations ... **sont** "négligeables" si elles représentent moins de 3 pour cent du volume ..." (non en caractères gras dans le texte).

Observation: Le texte de l'Accord antidumping n'empêche pas les autorités de constater que les importations sont négligeables, même si elles ne sont pas inférieures à 3 pour cent.

Question: Les Etats-Unis peuvent-ils préciser si les importations qui ne sont pas inférieures à 3 pour cent peuvent être considérées comme négligeables, comme l'autorise l'Accord antidumping?

24. Article 771 24) A) i) - Importations négligeables

L'article 18.3 de l'Accord antidumping stipule que "les dispositions du présent accord s'appliqueront aux enquêtes, et aux réexamens des mesures existantes". Les dispositions relatives aux importations négligeables qui figurent à l'article 5.8 de l'Accord antidumping s'appliquent donc aussi aux réexamens.

Or, l'article 771 24) A) i) (page 94) limite l'application du taux de 3 pour cent en tant que volume d'importation négligeable aux enquêtes initiales en matière de droits antidumping mais pas aux réexamens ultérieurs.

Observation: Il y a là violation de l'Accord antidumping. Les "importations négligeables" sont l'un des éléments qui permettent de déterminer qu'il faut mettre fin immédiatement à une enquête en matière de droits antidumping. Il est donc nécessaire de veiller à ce qu'ils s'appliquent aussi aux réexamens.

Question: Quelles sont les raisons qui permettent de justifier une telle violation?

Article 772 - Prix à l'exportation et prix à l'exportation construit**25. Article 772 d) 3) - Ajustements additionnels du prix à l'exportation construit**

L'article 2.4 de l'Accord antidumping prévoit qu'il doit être procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. A cet effet, la comparaison sera faite au même niveau commercial et il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix.

L'article 772 d) 3) (page 100) prévoit que sont déduits du prix à l'exportation construit les bénéfices résultant d'opérations de transformation ultérieures, de commercialisation et de distribution effectuées par une partie affiliée aux Etats-Unis. Mais aucun ajustement comparable n'est prévu pour l'établissement de la valeur normale.

Observation: A notre sens, ce système viole l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

Question: Quelles sont les raisons qui permettent d'expliquer cette violation?

Article 773 - Valeur normale**26. Article 773 a) 6) C) iii) - Ajustements en vue de l'établissement de la valeur normale**

L'article 2.4 de l'Accord antidumping prévoit qu'il doit être procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale.

Pour le prix à l'exportation construit, l'article 772 d) D) (page 100) prévoit la déduction du montant de toutes les dépenses engagées aux Etats-Unis, y compris les dépenses de commercialisation indirectes. En échange, l'article 353.56 b) 2) du Titre 19 du Code des règlements fédéraux de 1994 prévoit un ajustement "pour tenir compte des circonstances de la vente" qui consiste, lors de l'établissement de la valeur normale, à réduire les dépenses de commercialisation indirectes, mais seulement d'un montant équivalant au montant déduit du prix aux Etats-Unis, quel que soit le montant des dépenses indirectes de commercialisation engagées dans le pays exportateur. L'article 773 a) 6) C) iii) (page 104) prévoit des ajustements pour tenir compte d'"autres différences dans les circonstances de la vente".

Observation: Pour que la comparaison soit équitable, comme le veut l'article 2.4, les dépenses de commercialisation indirectes engagées dans le pays exportateur devraient être déduites lors de l'établissement de la valeur normale, dans la mesure où la nature de ces dépenses est la même que celle des dépenses déduites pour l'établissement du prix à l'exportation construit. Rien ne justifie les dispositions actuelles du Code des règlements fédéraux qui prévoient une limite au montant qui peut être déduit pour l'ajustement de la valeur normale. Les dispositions pertinentes du CFR seront-elles modifiées pour être mises en conformité avec l'Accord antidumping? Comment l'article 773 a) 6) C) iii) sera-t-il appliqué et quelle sera son utilité? En tout état de cause, l'absence de dispositions légales permettant de veiller à ce que l'on opère des ajustements de la valeur normale pour tenir compte des circonstances de la vente qui correspondent aux déductions comparables du prix aux Etats-Unis pourrait constituer une violation de la prescription relative à une comparaison équitable contenue à l'article 2.4

Question: Pourquoi la loi des Etats-Unis ne prévoit-elle pas un ajustement de la valeur normale destiné à compenser les déductions comparables du prix aux Etats-Unis afin de satisfaire

à la prescription relative à une comparaison équitable énoncée à l'article 2.4? Comment l'article 773 a) 6) C) iii) sera-t-il appliqué? La limitation de l'ajustement considéré de la valeur normale prévue au 19 CFR S353.56 b) 2) est-elle toujours en vigueur? Cette disposition sera-t-elle modifiée de façon à la rendre conforme à l'Accord antidumping?

27. Article 773 a) 7) A) - Ajustements en vue de l'établissement de la valeur normale: niveau commercial

Selon l'article 2.4 de l'Accord antidumping, "il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale" et il sera dûment tenu compte des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les niveaux commerciaux.

Selon l'article 773 a) 7) A) (page 104), il est procédé à un ajustement pour tenir compte du niveau commercial "si la différence de niveau commercial:

- i) implique l'exécution d'activités de commercialisation différentes; et
- ii) qu'il soit démontré qu'elle affecte la comparabilité des prix par l'existence **dans le pays où la valeur normale est déterminée** d'une configuration de différences de prix systématiques selon le niveau commercial" (non en caractères gras dans le texte).

Observation: L'article 773 a) 7) A) restreint de manière injustifiée le champ de l'ajustement pour tenir compte du niveau commercial, qui n'est opéré que lorsque la différence dans les niveaux en question concerne le marché étranger et non le marché des Etats-Unis. Il y a là violation de la prescription relative à une comparaison équitable énoncée à l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

Question: Quelles sont les raisons qui permettent de justifier les restrictions du champ des ajustements opérés pour tenir compte du niveau commercial, en violation de l'article 2.4? Lorsque toutes les ventes effectuées dans le pays exportateur sont destinées aux utilisateurs finals, par exemple, la prescription énoncée à l'article 773 a) 7) A) ii) n'est pas applicable et il n'y a pas à opérer d'ajustement pour tenir compte du niveau commercial lors de l'établissement de la valeur normale. Si les ventes aux Etats-Unis sont destinées aux distributeurs et aux utilisateurs finals (et qu'il y a une configuration de différences de prix systématique), comment effectuer une comparaison équitable entre les ventes aux distributeurs aux Etats-Unis et les ventes aux utilisateurs finals dans le pays exportateur si l'on n'opère pas d'ajustement pour tenir compte du niveau commercial lors de l'établissement de la valeur normale?

28. Article 773 a) 7) B) - Correction du prix à l'exportation construit

Pour le prix à l'exportation construit défini à l'article 2.3 de l'Accord antidumping, l'article 2.4 prévoit qu'il devra être tenu compte également des frais, ainsi que des bénéfices et que les autorités établiront la valeur normale à un niveau commercial équivalant au niveau commercial du prix à l'exportation construit, ou tiendront dûment compte des éléments que le paragraphe en question permet de prendre en considération.

L'article 773 a) 7) B) (page 104) prévoit donc que la valeur normale est réduite du montant des dépenses de commercialisation indirectes engagées dans le pays exportateur, mais sans que celui-ci puisse excéder le montant des dépenses déduites en application de l'article 772 d) 1) D) (page 100).

Observation: Pour un prix d'exportation construit, l'ajustement pour tenir compte du niveau commercial à opérer pour établir la valeur normale doit répondre à la prescription capitale relative à une comparaison équitable, énoncée à l'article 2.4. La réduction du montant à déduire n'a aucun fondement politique ni juridique en vertu de l'Accord antidumping et viole la prescription en question.

Question: Pourquoi le montant de la déduction autorisé dans le cadre d'un ajustement pour tenir compte du niveau commercial est-il limité? Comment arriver à une comparaison équitable si le montant limité n'est pas suffisant pour que l'on puisse opérer la déduction nécessaire en vue d'établir la valeur normale au même niveau commercial que le prix à l'exportation construit?

29. Article 773 c) - Pays à économie autre que de marché

L'article 18.1 de l'Accord antidumping interdit aux pays de prendre des mesures contre le dumping des exportations d'un autre Membre, si ce n'est conformément aux dispositions du GATT. L'Accord antidumping n'établit pas de distinction entre les pays à économie de marché et les autres et ne contient pas de dispositions distinctes applicables exclusivement aux pays à économie autre que de marché.

L'article 773 c) (page 106) contient des règles spéciales relatives à l'établissement de la valeur normale d'un produit exporté à partir d'un pays à économie autre que de marché. Il n'existe pas de règles de cet ordre dans l'Accord antidumping.

Observation: L'article 773 c) autorise les Etats-Unis à prendre à l'égard d'un pays à économie autre que de marché des mesures antidumping non conformes aux dispositions de l'Accord antidumping. Il y a donc violation de l'article 18.1.

Question: Quelles raisons permettent de justifier que les Etats-Unis puissent, à l'égard d'un pays à économie autre que de marché, adopter des mesures antidumping non conformes aux dispositions de l'Accord antidumping, contrairement à l'article 18.1?

30. Article 773 d) - Sociétés multinationales

L'article 773 d) (page 107) définit les principes directeurs à appliquer pour la détermination de la valeur normale des produits fabriqués par des sociétés multinationales qui ont également des installations de production similaires dans un ou plusieurs autres pays. Cette disposition est une version modifiée d'une disposition de la législation antidumping des Etats-Unis, et n'a rien à voir avec l'Accord antidumping.

Question: Cette règle spéciale applicable à certaines sociétés multinationales entraînera-t-elle une charge additionnelle pour les défenseurs? Outre la présentation de données sur leurs propres opérations, ceux-ci sont-ils tenus de fournir des renseignements sur les opérations d'autres installations du même groupe qui fabriquent le produit similaire étranger dans un pays tiers? Lorsque l'administration est en possession de tous les renseignements, comment ajuste-t-elle la valeur normale de la marchandise visée "par référence à la valeur normale à laquelle le produit similaire étranger est vendu en quantités substantielles au départ d'une ou plusieurs installations situées hors du territoire du pays exportateur"?

31. Article 773 e) 2) A) - Valeur construite

L'article 2.2.2 de l'Accord antidumping stipule que "les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête".

L'article 773 e) (page 108) prévoit que la valeur construite d'une marchandise importée est égale à la somme des coûts de production et "des montants réels que l'exportateur ou le producteur particulier faisant l'objet d'un examen dans le cadre de l'enquête ou du réexamen a engagés ou obtenus pour les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général et pour les bénéfices en ce qui concerne la production et la vente, au cours d'opérations commerciales normales, d'un produit similaire étranger **en vue de la consommation dans le pays étranger**" (non en caractères gras dans le texte).

Observation: Le membre de phrase "en vue de la consommation dans le pays étranger" ne figure pas dans l'Accord antidumping et restreint inutilement la base du calcul des montants engagés pour les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général et les bénéfices. Il y a là violation de l'article 2.2.2.

Question: Pourquoi les Etats-Unis limitent-ils de manière injustifiée la base du calcul des montants engagés pour les frais de commercialisation et d'administration et les frais généraux ainsi que les bénéfices à la "consommation dans le pays étranger", en violation de l'article 2.2.2? Quelles raisons y a-t-il à cela?

32. Article 773 e) 2) B) ii) - Valeur construite

Il n'est pas prévu dans l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping que, pour le calcul de la moyenne pondérée, les montants réels se limiteront à ceux qui sont engagés ou obtenus **au cours d'opérations commerciales normales**.

L'article 773 e) 2) B) ii) (page 108) introduit une prescription relative à des "opérations commerciales normales".

Observation: Cette restriction n'a pas de fondement juridique en vertu de l'Accord antidumping et équivaut à une violation de l'article 2.2.2 ii).

Question: Pourquoi les Etats-Unis introduisent-ils une telle prescription, qui n'est pas dans l'Accord antidumping?

33. Article 773 f) 1) C) - Frais de démarrage

L'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping prévoit qu'aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping, les frais seront ajustés s'ils ont été affectés par des opérations de démarrage.

Or, l'article 773 f) 1) C) ii) (page 109) n'autorise le Département du commerce à effectuer des ajustements pour les opérations de démarrage que dans les cas où:

- i) la société qui fait l'objet de l'enquête utilise des moyens de production nouveaux ou produit un produit nouveau exigeant des investissements additionnels substantiels; et

- ii) les niveaux de production sont limités par des facteurs techniques associés à la phase initiale d'une production commerciale.

Observation: La limitation de l'ajustement pour tenir compte des frais de démarrage dans certaines conditions uniquement n'a pas de fondement juridique en vertu de l'Accord antidumping. La description exclusive de ces conditions contenue dans la législation exclut de manière injustifiée d'autres conditions raisonnables qui pourraient justifier des ajustements à ce titre. L'élaboration d'un nouveau logiciel, par exemple, pourrait se faire à l'aide des ressources existantes et ne pas exiger des investissements additionnels substantiels. Par ailleurs, les opérations de démarrage ne sont pas nécessairement limitées par des facteurs techniques.

Question: Sur quel texte juridique les Etats-Unis se fondent-ils pour n'autoriser l'ajustement au titre des frais de démarrage prévu par l'Accord antidumping que dans certaines circonstances? Quelles raisons permettent de justifier l'exclusion d'autres circonstances, non prévues dans la législation des Etats-Unis, qui pourraient justifier des ajustements au titre des frais de démarrage?

34. Article 773 A) a) et b) - Taux de change

L'article 2.4.1 de l'Accord antidumping prévoit des prescriptions en matière de taux de change. L'article 18.3 stipule que les dispositions de l'accord "s'appliqueront aux enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes".

Le taux du jour et la couverture des risques de change, visés à l'article 773 A) a) (page 110), s'appliquent aux "actions antidumping", terme qui recouvre et les enquêtes et les réexamens. En revanche, la période de 60 jours laissée aux exportateurs pour ajuster leurs prix à l'exportation, l'article 773 A) b) (page 110) s'applique uniquement aux enquêtes.

Observation: Il est difficile de dire si l'article 773 A) b) s'applique aussi aux réexamens.

Question: Les Etats-Unis peuvent-ils préciser si l'article 773 A) b) s'applique aussi aux réexamens, comme le veut l'article 18.3? Sinon, quelles raisons permettent de justifier une telle violation de l'Accord antidumping?

Article 777 A) - Echantillonnage et calcul de moyennes

35. Article 777 A) d) - Détermination de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur

L'article 2 de l'Accord antidumping stipule qu'"il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Selon l'article 2.4.2, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre la valeur normale et les prix, en principe entre éléments analogues, c'est-à-dire entre moyennes pondérées ou entre transactions. L'article 18.3 prévoit que les dispositions de l'Accord antidumping "s'appliqueront aux enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes". Le terme "phase d'enquête" contenu à l'article 2.4.2 recouvre donc à la fois la phase "initiale" de l'enquête et la phase de "réexamen". L'article 9.3 stipule que "le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2".

L'article 777 A) d) 2) (page 122) prévoit que, dans un réexamen, "lorsqu' [il] compare les prix à l'exportation ... des transactions individuelles au prix moyen pondéré des ventes du produit similaire

étranger, [le Département du commerce] limite son calcul des moyennes des prix à une période ne dépassant pas le mois civil qui correspond le plus étroitement au mois civil de la vente à l'exportation individuelle".

Observation: Selon la loi des Etats-Unis, ces comparaisons entre moyennes pondérées ou entre transactions se limitent de manière injustifiée aux enquêtes initiales en matière de droits antidumping et ne s'appliquent pas aux réexamens ultérieurs. Il y a là violation des obligations énoncées aux articles 2.4.2 et 18.3. L'imposition de droits antidumping qui n'est pas fondée sur de telles comparaisons est également contraire à l'article 9.3. La législation des Etats-Unis manque de logique puisque les Etats-Unis autorisent l'évaluation cumulée, autorisée à l'article 3.3 de l'Accord antidumping pour les "enquêtes", dans les réexamens comme le prévoit l'article 752 a) 7) (page 67). Cette application des dispositions de l'Accord antidumping qui introduit une discrimination entre les enquêtes initiales et les réexamens est déraisonnable et injustifiée.

Question: Pourquoi la comparaison entre moyennes pondérées ou entre transactions est-elle limitée aux enquêtes initiales en matière de droits antidumping? Pourquoi ne s'applique-t-elle pas aux réexamens ultérieurs comme le veut l'article 18.3 de l'Accord antidumping? Quelles sont les raisons qui permettent de justifier ces violations des articles 2.4.2, 9.3 et 18.3?

36. Article 781 - Prévention du contournement

En vertu de l'article VI du GATT, des droits antidumping ne peuvent pas être imposés en l'absence de constatation de l'existence d'un dumping ou d'un dommage touchant le produit similaire en provenance du pays soumis à l'enquête. L'article premier de l'Accord antidumping prévoit qu'une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions dudit accord. L'article 18.1 interdit aux pays de prendre des mesures contre le dumping des exportations d'un autre Membre, si ce n'est conformément aux dispositions du GATT. L'Accord antidumping ne contient pas de disposition anticontournement. La Conférence ministérielle de Marrakech a adopté une décision visant à porter la question du contournement des mesures antidumping devant le Comité des pratiques antidumping établi en vertu de l'Accord antidumping, pour règlement.

Or, l'article 781 (pages 126-130) autorise les autorités des Etats-Unis à inclure dans le champ d'application des mesures antidumping imposées pour un produit visé par ledit article dans des circonstances déterminées, i) les pièces ou composants du produit visé importés aux Etats-Unis aux fins d'assemblage et ii) le produit visé assemblé ou fini dans d'autres pays étrangers à partir des pièces ou composants produits dans le pays étranger auxquels s'appliquent lesdites mesures antidumping. Les principaux critères consistent à déterminer i) si l'opération effectuée aux Etats-Unis ou dans un pays tiers est une opération d'assemblage mineure et ii) si la valeur des pièces provenant du pays auquel s'applique l'ordonnance constitue une partie "importante" de la valeur totale de marchandise.

Observation: Compte tenu de l'article VI du GATT et des articles 1 et 18.1 de l'Accord antidumping, la légitimité de ces mesures anticontournement est nettement contestable. La décision de la Conférence ministérielle de Marrakech de porter la question du contournement des mesures antidumping devant le Comité des pratiques antidumping pour règlement peut difficilement être interprétée comme reconnaissant la légitimité des mesures anticontournement, qui sont en violation flagrante de l'article VI du GATT et de l'article 18.1 de l'Accord antidumping. Le moins qu'on puisse dire est que les mesures

anticonournement des Etats-Unis risquent d'accaparer l'attention du Comité et de compromettre ses travaux futurs.

Question: Quelles raisons les Etats-Unis peuvent-ils avancer pour justifier l'adoption de mesures anticonournement, en violation de l'article VI et des articles 1 et 18.1 de l'Accord antidumping?

Article 782 - Conduite des enquêtes et des réexamens administratifs

37. Article 782 2) g) - Observations du public concernant des renseignements

L'article 6.12 de l'Accord antidumping prévoit que les autorités ménageront aux utilisateurs industriels du produit faisant l'objet de l'enquête et aux organisations de consommateurs représentatives la possibilité de fournir des renseignements qui ont un rapport avec l'enquête en ce qui concerne le dumping, le dommage et le lien de causalité. Il ne semble pas que la loi des Etats-Unis prévoie cette possibilité.

L'article 782 2) g) (page 132) pourrait être pertinent. Mais il ne fait mention que des "autres parties à la procédure" et les observations ne peuvent porter que sur les renseignements présentés. De plus, les observations contenant de nouveaux renseignements ne sont pas prises en considération.

Observation: La portée de l'expression "autres parties à la procédure" n'est pas claire. Les observations sur les renseignements fournis et les renseignements qui ont un rapport avec l'enquête en ce qui concerne le dumping, le dommage et le lien de causalité, sont deux notions distinctes. Ne pas prendre en considération les observations contenant de nouveaux renseignements est contraire à l'esprit de l'article 6.12.

Question: Que faut-il entendre par "autres parties à la procédure"? Les Etats-Unis prendront-ils en considération les observations qui ne concernent pas les renseignements fournis et celles qui contiennent de nouveaux renseignements s'ils ont un rapport avec l'enquête? Comment feront-ils en sorte que les autorités donnent la possibilité aux utilisateurs industriels et aux organisations de consommateurs représentatives de fournir des renseignements qui ont un rapport avec l'enquête, comme le veut l'article 6.12?